

*Pouvoir d'emprunt*

les Canadiens. Quatre-vingt-quatre p. 100 des économies que nous avons déposées dans un compte d'épargne pour un certain temps devront servir à répondre aux besoins du gouvernement.

• (1115)

Par conséquent, ce dernier sera obligé de faire main basse sur une grosse partie des fonds qui, normalement, auraient servi à stimuler l'économie, à créer des emplois et à offrir aux Canadiens les possibilités auxquelles ils aspirent tous. Je songe surtout, en tant que porte-parole de mon parti sur la jeunesse, aux jeunes qui ont désespérément besoin d'un emploi. Le taux de chômage chez les jeunes se situe aux alentours de 23 à 25 p. 100. Selon les prévisions du Conference Board, la situation ne s'améliore pas avant le milieu des années 90. C'est une situation très grave, qui augure mal de l'avenir de notre pays et de notre économie.

A propos de l'avenir, c'est là une des choses qui nous inquiètent le plus dans cette mesure d'emprunt. En fait, le gouvernement hypothèque l'avenir de notre pays. Nos jeunes doivent se rendre compte que l'on met en gage leur avenir afin de financer les dépenses actuelles, ce qui aura de graves répercussions. Cela sape la confiance des investisseurs, ce qui empêche la création d'emplois. Les chômeurs sont obligés de toucher leurs prestations d'assurance-chômage, ce qui accroît les dépenses publiques. C'est le cercle vicieux.

Si plus personne n'a confiance dans l'avenir du pays et que le gouvernement commence à emprunter, les taux d'intérêt sont soumis à des pressions. Pourtant, les taux d'intérêt sont un élément très important de toute reprise économique. Ils comptent beaucoup pour les petites entreprises à trois, cinq, six ou huit employés, qui périssent. Les taux d'intérêt constituent l'une des dépenses les plus importantes pour ceux qui tâchent d'exploiter une petite entreprise et de la maintenir à flot. Les taux d'intérêt élevés et les pressions qu'ils exercent menacent les emplois. C'est donc encore une fois le même cercle vicieux qui recommence.

Ensuite, il y a les pressions exercées sur le dollar. Cela touche tout particulièrement les Canadiens car nous avons tendance à importer bon nombre d'articles d'usage courant. Je songe notamment aux produits alimentaires l'hiver et aux vêtements. Cela exerce aussi des pressions sur l'économie du Canada.

Au lieu de réduire ses dépenses, le gouvernement continue à se comporter à peu près comme il l'a toujours fait. L'assiette au beurre existe toujours. Nous l'avons constaté récemment dans l'affaire Gillespie. Nous avons vu le premier ministre (M. Trudeau) donner du travail à ses amis, par exemple, l'architecte de l'ambassade du Canada aux États-Unis. Nous avons eu des preuves d'incurie dans certaines sociétés de la Couronne. La pire, qui a fait les manchettes de tous les journaux récemment, a été l'affaire de Canadair. Canadair nous préoccupe beaucoup et nous avons l'intention d'en discuter à la

Chambre. Il faut soulever les questions de ce genre et essayer de voir si l'argent des contribuables est dépensé à bon escient et s'il est bien investi.

Un autre chef des dépenses publiques que je trouve très troublant est ce que nous avons qualifié de publicité tendancieuse. Nous en avons eu deux exemples flagrants récemment, le premier pendant le débat de la Constitution. Nous avons vu une magnifique volée d'oies survolant une étendue d'eau. Ce sont les contribuables canadiens qui ont payé pour cela. Cette publicité représentait un point de vue qui n'était pas encore celui des Canadiens ni du Parlement, mais simplement celui du gouvernement et du parti libéral. Nous en avons eu un autre exemple tout récemment, ces dernières semaines, à propos du tarif du Corbeau. Nous savons tous ce que fait le gouvernement à ce sujet. Il essaie de faire valoir son point de vue sur le tarif du Corbeau aux dépens des contribuables. Il nous faut examiner très soigneusement certains de ces secteurs où le gouvernement pourrait réduire ses dépenses.

• (1120)

Bien entendu, nous voudrions encourager les Canadiens entreprenants à faire prospérer le pays, ce qui accroîtrait du même coup les recettes gouvernementales en créant des possibilités et des emplois. Au lieu de cela, le gouvernement étouffe l'esprit d'entreprise des Canadiens en continuant à appliquer certaines de ses politiques, notamment le Programme énergétique national, qui m'intéresse tout particulièrement. Dans ma circonscription, le taux de chômage a quadruplé à cause de ce programme. Un certain nombre de petites sociétés canadiennes, qui travaillaient d'arrache-pied dans l'industrie pétrolière depuis dix ou 15 ans et qui employaient une quinzaine ou une vingtaine de travailleurs alors qu'elles n'en avaient que deux ou trois au départ, s'occupaient de fournir des matériaux de soudage, des automobiles, des camions, du pétrole, du gaz, et ainsi de suite, aux derricks de la région. Quand le Programme énergétique national a été instauré, toutes activités ont été suspendues. A la fin du compte, le taux de chômage dans ma région a quadruplé à cause d'un programme qui, d'après le gouvernement, visait au départ à augmenter les recettes, mais qui a au contraire fait baisser les recettes fiscales et monter le taux de chômage.

Nous nous préoccupons aussi des petits exploitants. Nous pourrions contribuer pour beaucoup à leur fournir des occasions de prospérer. Ils m'écrivent constamment pour se plaindre de toutes les formules qu'ils doivent remplir. Cela devient tellement compliqué et technique de gérer une petite entreprise que les hommes d'affaires doivent maintenant dépenser une bonne partie de leur argent pour retenir à grand frais les services de comptables et de conseillers, alors qu'ils pourraient utiliser cet argent pour rentabiliser leur entreprise et créer plus d'emplois.